



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

trentième anniversaire de la chute du mur de Berlin

Question au Gouvernement n° 2359

Texte de la question

TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

M. le président. La parole est à M. Thierry Benoit.

M. Thierry Benoit. Il y a trente ans, le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombait. Un espoir immense naissait. Pendant des années, le rideau de fer, symbole d'oppression et de division, s'était abattu sur l'Europe. La chute du mur de Berlin dont nous célébrons cette semaine l'anniversaire est un événement majeur. Pour l'Allemagne, c'est la promesse d'une réunification tant espérée. Pour l'Europe, c'est le symbole d'une unité retrouvée, d'une victoire des libertés et de la paix. C'est cette espérance que nous devons aujourd'hui revivre.

N'ayons pas la mémoire courte ! Cette histoire nous engage et nous oblige. Face au retour en force des populismes et des égoïsmes nationaux, il y a urgence à relancer le projet politique européen. À la Sorbonne, le Président de la République a formulé des propositions fortes pour une Europe souveraine, unie et démocratique. Cette feuille de route doit rester notre priorité. Le groupe UDI, Agir et indépendants...

Mme Marie-Christine Dalloz. Indépendants ? On fait mieux...

M. Thierry Benoit. ...a toujours affirmé son attachement inébranlable à la construction européenne. Nous continuerons d'œuvrer en ce sens en rappelant notre ambition : la France pour patrie, l'Europe pour frontière et le monde pour horizon.

Madame la secrétaire d'État, l'entrée en fonction de la Commission européenne offre une nouvelle occasion. Transition écologique, défi migratoire, défense, politique agricole commune, Europe sociale : quelles seront dans les prochains mois les priorités de la France pour donner à l'Union européenne les moyens d'exercer sa souveraineté ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI, Agir et indépendants et MODEM et sur certains bancs du groupe LaREM.*)

Mme Valérie Lacroute. Ce n'est pas une question !

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée des affaires européennes.

Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État chargée des affaires européennes. Nous célébrerons en effet dans quelques jours le trentième anniversaire de la chute du mur de Berlin. Comme vous le rappelez, nous avons parfois la mémoire courte. Vous m'interrogez sur notre priorité : elle consiste avant tout à unir l'Europe, alors que certains souhaitent continuer d'opposer une Europe à une autre comme si des murs traversaient encore le continent, que d'autres voudraient faire de l'Europe un terrain de jeu voire d'affrontement entre des puissances extérieures comme ce fut parfois le cas avant 1989. C'est là – vous avez raison – un enjeu de

souveraineté.

Oui, nous devons nous souvenir que la chute du mur demeure un espoir pour notre continent et pour 512 millions de femmes et d'hommes. C'est un vent de liberté et de démocratie. C'est la fin pour des millions de concitoyens européens d'un système d'oppression. C'est la fin de la séparation issue de la deuxième guerre mondiale et de la guerre froide. C'est la réunification de l'Allemagne, mais aussi celle de l'Europe. C'est la possibilité de retrouver et de bâtir ensemble un destin commun – notre destin, celui de l'Union européenne.

Depuis trente ans, des États européens ont voulu rejoindre l'Union. À ceux qui voudraient opposer les Européens entre eux ou détricoter l'Union européenne, nous disons que l'Union est un projet à nul autre pareil dans le monde. C'est un espace de démocratie et de valeurs, de liberté et de libre circulation. C'est une puissance économique, une monnaie commune, une ambition pour la défense de l'environnement et contre le changement climatique. C'est un modèle social ; c'est une identité qui nous permet de peser dans un monde de plus en plus incertain, face à la concurrence extérieure de la Chine et des États-Unis.

Nous savons qu'il n'y a pas un sujet, pas une initiative, pas un défi que nous ne pouvons pas aborder ensemble, sans réfléchir aux divisions qui nous ont été imposées dans le passé. Les alliances que nous formons répondent à un projet, non à la géographie. Sans la chute du mur de Berlin, une Europe plus souveraine, plus juste et plus solidaire serait impossible ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Christian Jacob. C'est bon, on a compris !

Données clés

Auteur : [M. Thierry Benoit](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (6^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2359

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 novembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 novembre 2019](#)